

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

S'adresser, pour toutes les communications, au citoyen SORBIÈRE, 25, rue Blanche.
(Affranchir.)

L'un des gérants, rédacteur en chef :
CAHAIGNE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :
RUE BLANCHE, 25.

Paris. 6 fr.
3 mois. 18 fr.
6 — 42
Un an. 24

Dépôt.

9 fr.

48

56

Paris, 9 mars.

Après la chute de l'empire, on ne se contenta pas de faire payer par le peuple les frais énormes de l'occupation; il fallut encore que les princes restaurés prissent dans nos bourses le milliard de l'indemnité. On sait quelle large part Louis-Philippe trouva dans cette curée.

Cependant, la révolution de 1830 accepta loyalement les charges que lui légua le gouvernement tombé.

Le pillage sur une grande échelle, organisé par Louis-Philippe, arriva bientôt à des proportions colossales. Pour s'en faire une idée, il suffit de prendre le chiffre du dernier budget de la restauration, un milliard dix-sept millions, et d'aditionner, en partant de ce chiffre, le surcroît de dépenses imposées au peuple par ce roi d'hier, le plus honnête homme du royaume, pour nous servir du langage des Débats au temps de leur belle voix monarchique.

Eh bien ! le gouvernement provisoire de la République accepte encore cet immense fardeau. C'est de la grandeur d'âme, nous aimons à le reconnaître; mais qu'il nous soit permis de constater ici que la République a toujours la double tâche d'améliorer le sort du peuple et de payer les dettes de ces criminels couronnés, qui paraissent n'avoir d'autre mission ici-bas que de répandre autour d'eux la désolation et la mort.

Il serait injuste, déloyal même, d'attribuer la crise actuelle à la République. La dilapidation des finances, les milliards soutirés au peuple et envoyés à l'étranger dans la prévision de la catastrophe qui vient d'éclater, la corruption des consciences, le cynisme des apostasies, tout appartient au gouvernement qui vient de tomber; la République, pleine de sollicitude pour tous ses enfants, même dénaturés, s'impose la tâche de guérir les maux enfantés par les vices et les crimes de la dernière royauté. Ce rôle est noble et grand. Au lieu donc de murmurer les mots de régence ou de légitimité dans vos petits conciliabules, sachez comprendre, factions du privilège et de la corruption, que vous êtes battues, bien battues. Au lieu de la maudire tout bas, soyez reconnaissants envers la République, qui vous ouvre la voie de la régénération. Reprenez votre ferveur morale et les sentiments d'honneur qui échauffèrent un jour vos cœurs juvéniles; comprenez enfin qu'il n'est pas d'homme digne sans liberté, noble sans moralité.

A vous qui n'avez su jusqu'ici que peser la valeur humaine au poids de l'or, nous dirons, en abaissant notre langage au niveau de la circonstance: la maison Louis-Philippe et comp. a fait banqueroute, banqueroute frauduleuse et lâche: entendez-vous? Ne cherchez donc pas à prendre votre part de complicité.

L'article qu'on vient de lire était écrit lorsque nous parvînt l'avis suivant:

« Si le Gouvernement n'y prend garde, on nommera à Saint-Malo les intrigants du ministère Guizot, entre autres M. de Berthois, son ami M. Blaize, et le procureur du roi Boudin. »

Cette intrigue sera déjouée, malgré le mouvement des corrompus. Ils ont beau semer entrave sur entrave, forcer le rédacteur du *Pulicateur* à se faire imprimer à dix lieues de là, par suite du refus des imprimeurs de Saint-Malo, courbés sous la ridicule terreur que leur inspirent les proxénètes de la grande politique, la lumière se fera malgré eux. Une pétition vient d'être adressée au citoyen ministre Ledru-Rollin, afin d'obtenir l'autorisation d'avoir des presses. Nous le connaissons trop pour douter un instant de son empressement à satisfaire une demande d'autant plus juste qu'elle est tout à fait étrangère à l'intérêt particulier.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Sur le rapport de la commission du Gouvernement pour les travailleurs;

Considérant que toutes les questions que soulève le problème complexe de l'organisation du travail ne peuvent être résolues simultanément et à bref délai;

Mais qu'il importe dès aujourd'hui, et en attendant les mesures plus efficaces qui seront prochainement

et successivement proposées, de réaliser toutes les améliorations que comporte le présent état des choses;

Le Gouvernement provisoire décrète :

1^o Il sera établi dans chaque mairie de Paris un bureau gratuit de renseignements;

2^o Ces bureaux dresseront les tableaux statistiques de l'offre et de la demande de travail; ils faciliteront et régulariseront les rapports entre les personnes qui cherchent un emploi ou du travail, d'une part, et celles qui demandent des employés ou des travailleurs de l'autre;

3^o A cet effet, il sera tenu deux registres: sur le premier on inscrira, par catégories de professions, toutes les demandes d'emploi, le nom et l'adresse des demandeurs; sur le second, le nom et l'adresse de tous ceux qui ont besoin d'employés, en ayant soin de mentionner le salaire offert et les conditions exigées;

4^o Les registres seront communiqués à tout citoyen qui voudra les consulter;

5^o Un règlement d'administration publique déterminera l'organisation de ces bureaux gratuits de renseignements.

Les membres du Gouvernement provisoire,

DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ALBERT, MARIE, LEDRU-ROLLIN, FLOCON, CRÉMIEX, LOUIS BLANC, ARAGO.

Le secrétaire du Gouvernement provisoire,

PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire arrête :

Une école d'administration, destinée au recrutement des diverses branches d'administration dépourvues jusqu'à présent d'écoles préparatoires, sera établie sur des bases analogues à celles de l'école polytechnique.

Le ministre provisoire de l'instruction publique est chargé de procéder à l'établissement de cette école.

Les membres du Gouvernement provisoire,

ARAGO, DUPONT (de l'Eure), ALBERT, MARIE, MARRAST, LEDRU-ROLLIN, GARNIER-PAGÈS, LAMARTINE, FLOCON, CRÉMIEX, LOUIS BLANC.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,

PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre des finances,

Considérant qu'il importe de faciliter la circulation, le recouvrement et la liquidation des valeurs commerciales et autres obligations de même nature,

Arrête :

Art. 1^{er}. Les billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables, ainsi que les billets et obligations non négociables et les mandats à terme ou de place en place faits en contravention aux lois sur le timbre, pourront être visés pour timbre sans amendes jusqu'au 20 mars courant, à Paris, et jusqu'au 25 dans les départements, moyennant le paiement du droit de timbre proportionnel.

Art. 2. Le visa pour timbre des effets de commerce susceptibles de protêts pourra avoir lieu au bureau des actes d'huissiers en même temps que l'enregistrement des protêts.

Paris, le 8 mars 1848.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

GARNIER-PAGÈS.

ERRATUM. Une transposition a eu lieu dans l'impression des décrets du Gouvernement provisoire relatifs à l'établissement de comptoirs d'escompte. Nous rétablissons ci-après le texte rectifié de ces décrets :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret en date du 4 mars, spécifiant qu'il sera pourvu dans le plus bref délai aux intérêts du commerce et de l'industrie;

Attendu que, par suite des événements, un trouble considérable existe aujourd'hui dans les moyens du crédit privé, et que ce trouble affecte particulièrement soit la fabrique, soit le commerce de détail;

Que, dans de telles circonstances, il importe de donner l'exemple d'une de ces associations fécondes qui, en unissant les forces, assurent à tous le bien-être du crédit et la garantie du travail;

Qu'un des devoirs essentiels de l'Etat est d'intervenir dans une juste mesure, quand les citoyens sentent eux-mêmes le besoin de se réunir pour créer entre eux une sorte d'assurance mutuelle;

Qu'il importe de généraliser ce genre d'association et d'en presser l'application dans tous les centres de fabrication et du commerce;

Décète :

Art. 1^{er}. Dans toutes les villes industrielles et commerciales, il sera créé un comptoir national d'escompte, destiné à répandre le crédit et à l'étendre à toutes les branches de la production.

Art. 2. Ces comptoirs auront un capital dont le chiffre variera suivant le besoin des localités.

Art. 3. Ce capital sera formé dans les proportions suivantes :

1^o Un tiers en argent par les associés souscripteurs;

2^o Un tiers en obligations par les villes;

3^o Un tiers en bons du trésor par l'Etat.

Art. 4. Les propositions sur la création de ces comptoirs seront adressées au ministre des finances, qui, après avoir vérifié les versements faits par l'industrie privée, assurera la part de contributions des villes et du trésor.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil du gouvernement, le 7 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

ARAGO, DUPONT (de l'Eure), ALBERT, MARIE, MARRAST, LEDRU-ROLLIN, GARNIER-PAGÈS, LAMARTINE, FLOCON, CRÉMIEX, LOUIS BLANC.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,

PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret en date de ce jour,

Arrête :

1^o Il est créé à Paris un comptoir national d'escompte destiné à donner des moyens de crédit au commerce et à l'industrie;

2^o Ce comptoir est formé au capital de 20 millions;

3^o Le commerce de Paris souscrit pour le tiers de cette somme.

La ville de Paris promet le second tiers en obligations;

L'Etat contribuera pour le dernier tiers en bons sur le trésor.

4^o Les statuts de ce comptoir seront publiés, et il entrera en fonctions immédiatement.

Le ministre des finances et le maire de Paris sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, en conseil du gouvernement, le 7 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ALBERT, MARIE, LEDRU-ROLLIN, FLOCON, CRÉMIEX, LOUIS BLANC, ARAGO.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,

PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret du 7 mars 1848, portant qu'il est créé à Paris un comptoir national d'escompte destiné à donner des moyens de crédit au commerce et à l'industrie;

Voulant déterminer les bases principales de cet établissement,

Décète :

Art. 1^{er}. Le comptoir national d'escompte de la ville de Paris est constitué.

Il sera administré par une société anonyme dispensée exceptionnellement de l'autorisation du conseil d'Etat. Sa durée est fixée à trois années, à partir du jour où il commencera ses opérations.

Ce terme pourra être prorogé du consentement de la ville de Paris par une délibération des actionnaires et avec l'approbation du ministre des finances.

Art. 2. Le capital du comptoir, fixé à 20 millions par le décret du 7 mars précité, est composé, savoir :

Pour un tiers en numéraire, par des actionnaires souscripteurs;

Pour un tiers, par la ville de Paris, en obligations;

Et pour le dernier tiers, par l'Etat, en bons du Trésor.

Art. 3. Le tiers fourni par les actionnaires est divisé en actions de 500 fr. chacune.

Les opérations du comptoir commenceront aussitôt que cinq mille actions auront été souscrites.

Les bénéfices du comptoir d'escompte appartiendront exclusivement aux actionnaires, l'Etat et la ville ne voulant tirer aucun profit de leur intervention.

Art. 4. Le capital à fournir par l'Etat et la ville de Paris garantira jusqu'à due concurrence les pertes qui pourraient résulter des opérations du comptoir.

Il ne pourra être exercé de recours, le cas échéant, sur les obligations qui représentent l'engagement de la ville et de l'Etat que pour l'exécution de cette garantie.

Ces valeurs, dont la forme sera réglée par la ville et

le ministre des finances, resteront dans la caisse du comptoir.

Art. 3. Les opérations du comptoir consisteront dans l'escompte des effets de commerce sur Paris et les départements.

Il ne sera admis à l'escompte que des effets de commerce revêtus de deux signatures au moins et dont les échéances ne pourraient dépasser cent cinq jours pour le papier sur Paris, et soixante jours pour le papier sur les départements.

Les échéances pour les départements pourront être étendues à quatre-vingt-dix jours, mais seulement à l'égard des places où il existerait soit une banque locale, soit un comptoir de la banque de France.

Toutes autres opérations sont interdites.

Art. 6. Le comptoir d'escompte sera administré par un conseil composé de quinze membres choisis parmi les actionnaires indépendamment d'un directeur et d'un sous-directeur.

Le directeur, qui sera président du conseil d'administration, sera, ainsi que le sous-directeur, nommé par le ministre des finances.

Le président désigné par le ministre des finances remplira les fonctions de directeur du comptoir.

Les fonctions des administrateurs seront gratuites; le directeur et le sous-directeur seuls auront droit à un traitement.

Nulle opération ne pourra être faite qu'avec l'approbation du conseil d'administration et du directeur.

Les membres du conseil d'administration seront renouvelés par tiers chaque année et rééligibles.

Pour les six premiers mois, ils seront nommés par le ministre des finances.

Art. 7. Les dispositions relatives à la constitution du comptoir pourront être modifiées sur la demande de la société, d'accord avec la ville de Paris et avec l'autorisation du ministre des finances.

Art. 8. L'acte de société du comptoir d'escompte sera enregistré gratis, et, par exception, dispensé de toute autre formalité que son insertion au *Bulletin des Lois* dans la quinzaine de sa date.

Art. 9. Le ministre des finances et le maire de Paris sont chargés de l'exécution du présent décret.

Les membres du Gouvernement provisoire,

DUPONT (de l'Eure), ARAGO, ALBERT
CRÉMIEUX, FLOCON, GARNIER-PAGÈS
LAMARTINE, LOUIS BLANC, MARRAST,
MARIE, LEDRU-ROLLIN.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Sur le rapport du ministre de la justice, le Gouvernement provisoire arrête ce qui suit :

Vu l'art. 696 du Code de procédure civile, rectifié par la loi du 2 juin 1841, et portant dans son deuxième paragraphe :

« Les cours royales, chambres réunies, après un avis motivé des tribunaux de première instance respectifs, et sur les réquisitions écrites du ministère public, désigneront, chaque année, dans la première quinzaine de décembre, pour chaque arrondissement de leur ressort, parmi les journaux qui se publient dans le département, un ou plusieurs journaux où devront être insérées les annonces judiciaires. Les cours royales régleront en même temps le tarif de l'impression de ces annonces. Néanmoins, toutes les annonces judiciaires relatives à la même saisie seront insérées dans le même journal. »

Attendu que cette disposition, dirigée contre la presse indépendante des départements, avait pour but, comme elle a eu pour résultat, de créer le monopole des annonces judiciaires au profit exclusif des journaux dévoués au pouvoir ;

Attendu, d'ailleurs, que la loi conférerait aux cours d'appel un droit d'intervention dans les affaires privées inconciliable avec la dignité de la magistrature, un véritable pouvoir d'administration incompatible avec le pouvoir judiciaire, et qu'elle substituait la passion politique à la justice ;

Décète :

Art. 1^{er}. Le dernier paragraphe de l'art. 696 du Code de procédure civile, rectifié par la loi du 2 juin 1841, est abrogé.

Art. 2. Dans le cas prévu par l'art. 696 du Code de procédure civile, les annonces pourront être insérées, au choix des parties, dans l'un des journaux publiés dans le département où sont situés les biens. Néanmoins toutes les annonces judiciaires relatives à la même saisie seront insérées dans le même journal.

Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'hôtel de ville de Paris, le 8 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

ARMAND MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ARAGO,
ALBERT, CRÉMIEUX, DUPONT (de
l'Eure), LOUIS BLANC, LEDRU-ROLLIN,
FLOCON, LAMARTINE.

Par ampliation :

*Le membre du Gouvernement provisoire, ministre
de la justice.*

AD. CRÉMIEUX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Attendu que le recensement de la garde nationale parisienne est aujourd'hui complet, et qu'il est nécessaire d'organiser par l'élection toutes les légions de Paris et de la banlieue ;

Décète :

Les élections des officiers et sous-officiers de la garde nationale de Paris et de la banlieue se feront le 18 mars courant.

Les élections auront lieu dans la forme suivante :

Le premier jour, les légions se réuniront par bataillons, divisés en sections, et elles nommeront le colo-

nel et le lieutenant-colonel ; le dépouillement des votes sera porté à la mairie.

Le second jour, les bataillons se réuniront et nommeront leur chef de bataillon respectif ; les compagnies procéderont le troisième jour à la nomination des officiers et sous-officiers.

Tout citoyen de vingt-un à cinquante-cinq ans, qui n'est ni privé ni suspendu de ses droits civiques, est garde national, et il y exerce le droit de suffrage pour tous les grades d'officier.

Les listes électorales seront closes le 15, à minuit.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 8 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, ARAGO,
CRÉMIEUX, LEDRU-ROLLIN, GARNIER-
PAGÈS, MARIE, MARRAST, LOUIS BLANC,
FLOCON, ALBERT.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire :

Considérant qu'il est indispensable que tous les citoyens entrent dans la garde nationale, et que toute inégalité disparaisse sous l'uniforme,

Arrête :

Les citoyens inscrits comme gardes nationaux seront habillés dans le plus bref délai ;

Pour habiller les citoyens qui n'ont pas de ressources suffisantes, les municipalités feront un appel au patriotisme des compagnies existantes, afin qu'une souscription fasse une partie des frais ;

Les municipalités suppléeront, s'il y a lieu, à l'insuffisance de ces souscriptions.

Les membres du Gouvernement provisoire,

DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, MARRAST,
GARNIER-PAGÈS, ALBERT, MARIE, LEDRU-
ROLLIN, FLOCON, CRÉMIEUX, LOUIS BLANC,
ARAGO.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

8 mars 1848.

PROCLAMATION.

Citoyens !

Le Gouvernement qui vient de tomber conduisait systématiquement vers l'abîme les finances du pays. Malgré les avertissements de ses amis, de ses ennemis, des indifférents eux-mêmes, il puisait sans mesure dans toutes les sources de la fortune publique.

Au jour de sa naissance, la République française reçoit ce lourd héritage : elle l'accepte, résolue à le porter sans fléchir.

Sans doute l'œuvre est immense, mais le Gouvernement provisoire n'en est point déconcerté. Issu de la volonté du peuple, appuyé sur elle, il sait que sa force est égale à toutes les difficultés nées ou à naître.

Le concert de tous les citoyens a sauvé la liberté ; il sauvera la fortune publique.

Déjà le Gouvernement provisoire a pourvu à tout ; il recherche avec activité les moyens de diminuer dans une large proportion les dépenses de l'Etat. Il a la certitude d'y parvenir.

Le reste regarde les citoyens : leur sort, celui du commerce, de l'industrie, l'avenir et la prospérité du travail national sont entre leurs mains. Le Gouvernement les adjure d'y aviser.

En même temps il n'exige d'eux aucun sacrifice extraordinaire. Pour parer à toutes les difficultés financières que la prudence commande impérieusement de prévoir, une simple anticipation dans la rentrée des impôts suffira : que tous les citoyens versent immédiatement, et par anticipation, dans les caisses du trésor, ce qui leur reste à payer sur leurs contributions de l'année, ou au moins les six premiers douzièmes, et toutes les difficultés financières sont vaincues.

Immédiatement, la situation financière réagit sur la situation politique ; le crédit de l'Etat, manifestement ferme, raffermi le crédit privé ; la circulation, insuffisante depuis plusieurs années, s'accroît dans de larges proportions ; les travaux reprennent leur cours à des conditions meilleures, et l'amélioration du sort des travailleurs fonde la tranquillité de l'Etat sur la base immuable de la justice.

Le Gouvernement provisoire fait donc un appel énergique à tous les citoyens. Ce n'est pas leur intérêt personnel qu'il invoque ; il ne veut faire vibrer dans le cœur du pays que le patriotisme et le dévouement.

Profondément dévoué aux intérêts du peuple, le Gouvernement provisoire attend avec une confiance résolue le résultat de cet appel au patriotisme de la France.

Fait à Paris, en séance du Gouvernement provisoire, le 7 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

ARMAND MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ARAGO,
ALBERT, MARIE, CRÉMIEUX, DUPONT (de
l'Eure), LOUIS BLANC, LEDRU-ROLLIN,
FLOCON, LAMARTINE.

*Le membre du Gouvernement provisoire,
ministre des finances,*

GARNIER-PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Sur le rapport du ministre provisoire de l'agriculture et du commerce ;

Considérant que les sources d'eaux minérales constituent une richesse publique dont la conservation n'importe pas moins à l'humanité qu'à l'intérêt national ;

Voulant prévenir les tentatives qui pourraient compromettre l'existence de ces établissements ;

Attendu l'urgence,

Décète :

Art. 1^{er}. Aucun sondage, aucun travail souterrain, ne pourront être pratiqués sans l'autorisation préalable du préfet du département, dans un périmètre de mille mètres au moins de rayon autour de chacune des sources d'eaux minérales dont l'exploitation aura été régulièrement autorisée.

Cette autorisation ne sera délivrée que sur l'avis de l'ingénieur des mines du département et du médecin inspecteur de l'établissement thermal.

Art. 2. Le ministre provisoire de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement provisoire, le 8 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

DUPONT (de l'Eure), président ; ARAGO, ALBERT, CRÉMIEUX, FLOCON, GARNIER-PAGÈS, LAMARTINE, LEDRU-ROLLIN, LOUIS BLANC, MARRAST, MARIE.

Pour ampliation :

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,
PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire administrateur national de l'ancienne liste civile, du domaine privé, etc....

Arrête :

Le palais national est mis à la disposition de M. le ministre de la guerre pour y établir l'état-major et un bataillon de la garde nationale mobile.

Le gouverneur de ce palais et l'architecte des bâtiments de l'ancienne liste civile à Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il leur sera adressé une ampliation.

Paris, le 5 mars 1848.

ARMAND MARRAST.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Vu l'art. 289 de l'ordonnance du 31 octobre 1827, concernant le service des officiers et marins à bord des bâtiments de l'Etat ;

Vu le décret du 22 juillet 1806, sur l'exercice de la police et de la justice à bord des vaisseaux ;

Le ministre de la marine et des colonies

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera formé au port de Toulon un conseil de guerre maritime pour juger M. le capitaine de vaisseau Aubry-Bailleul (Tranquille), sur le fait de la perte de la corvette à vapeur *le Cuvier*, que commandait cet officier supérieur, ainsi que sur sa conduite dans les circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi cet événement.

Art. 2. Sont nommés pour composer ledit conseil de guerre :

MM. Bérard (Auguste), contre-amiral, président ;

Guès (Auguste-Félix-César), capitaine de vaisseau, juge ;

Burgues-Missiesy (Alexandre-Gaston), id., id.

Larocque-Chanfray (Armand-Jules-Casimir), id., id.

Regnard (Joseph-Esprit-Alexandre), id., id.

Lugeol (Alexis), id., id.

Ferrand (Pierre-Joseph Raphaël), id., id.

Ricard (Gaspard-Grégoire), capitaine de corvette, id.

M. le capitaine de vaisseau Jacquinot (Charles-Hector) remplira près ledit conseil de guerre les fonctions de rapporteur et de commissaire du Gouvernement.

Paris, le 8 mars 1848.

F. ARAGO.

Partie non officielle.

Les conducteurs et cochers, d'une part, les entrepreneurs d'omnibus de l'autre, ont comparu aujourd'hui devant le citoyen Louis Blanc, choisi pour arbitre. Voici les mesures conciliatrices qui ont été prises :

1^o Les petits services seront désormais payés comme les grands services ;

2^o Les grosses amendes, infligées d'une manière définitive, sont réduites : pour le premier manquement, à 5 fr. ; pour la récidive, à 10 fr. ; pour le troisième manquement, le renvoi ne pourra être prononcé qu'après un fraternel examen des faits ;

Le produit des amendes cessera d'appartenir aux entrepreneurs, et appartiendra à l'ensemble des conducteurs et cochers dans chaque entreprise.

Ce produit formera une caisse affectée spécialement à des actes de bienfaisance, dont seront appelés à profiter uniquement les conducteurs et cochers malades ou blessés, leurs veuves, ceux d'entre eux qu'un malheur imprévu viendrait atteindre, etc., etc.

La caisse sera tenue par les entrepreneurs, lesquels payeront sur mandats de trois délégués choisis par les conducteurs et cochers, dans chaque entreprise.

Chaque mois, un tableau indiquant le chiffre des amendes sera affiché dans chaque établissement.

Lorsque le chiffre des amendes atteindra 400 fr., la somme sera placée à la caisse d'épargne par les entrepreneurs, au compte de la caisse des conducteurs et cochers.

3^o Le salaire est fixé à 5 fr. 50 c. par jour ;

4^o La paye aura lieu tous les quinze jours.

Le 8 mars 1848.

LOUIS BLANC.

*Membre du Gouvernement provisoire, président de la
commission de Gouvernement pour les travailleurs.*

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur la circulaire adressée aux maires par le citoyen ministre de l'intérieur Ledru-Rollin. Il est du devoir de tous de surveiller activement la conduite des fonctionnaires, auxquels on ne doit point passer même la mollesse. Quand la loyauté, la justice et le droit sont à l'ordre du jour, il n'est permis à personne de s'en écarter.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux maires.

Citoyen maire,

Le Gouvernement nouveau impose à tous les citoyens un grand et facile devoir, celui de s'unir dans une pensée commune de patriotisme et de fraternité, de travailler franchement à la constitution d'un état social qui garantisse à tous et à chacun le bonheur, la sécurité, le libre exercice de ses facultés naturelles.

La République est de toutes les organisations politiques celle qui se prête le mieux à la réalisation complète et pacifique de cet avenir. Elle est le Gouvernement du peuple par le peuple, la nation faisant elle-même ses affaires, choisissant pour les mettre à sa tête les hommes les plus éclairés, les plus fermes, les plus vertueux. Dans les monarchies, le prince a des intérêts constamment opposés à ceux de ses sujets. Fût-il animé des meilleures intentions, il est toujours obligé de se faire des créatures qui le soutiennent; fût-il sage, éclairé, il ne peut faire aucun bien véritable, car il est trompé par des flatteurs qui lui cachent les besoins du peuple. Qu'est-ce donc quand il a de mauvais penchants, quand il est égoïste, avare, familiarisé au mensonge, insensible aux souffrances publiques, indifférent à la dignité nationale? Alors il s'entoure de ministres faibles et corrompus. Il les façonne au mal; il s'en sert pour abaisser le pays, accaparer ses richesses, confisquer ses libertés. Il sème partout la division; il cherche à séduire l'armée, c'est-à-dire le peuple. Mais un jour il est si provoquant, si audacieux, que la nation s'indigne et brise sa couronne.

Une telle forme de gouvernement est un danger permanent pour la paix publique. Grâce à Dieu, elle n'est plus possible en France. Chacun y comprend qu'il n'y a pas d'hommes privilégiés naissant les maîtres du pays, pouvant se gorger d'or, tandis que des milliers de citoyens souffrent. Il ne peut y avoir de chefs que ceux qui sont dignes de commander. Le peuple les connaît, c'est à lui de les choisir.

Appeler tous les habitants d'une même patrie à nommer leurs magistrats; imposer à ceux-ci l'obligation d'être justes et modérés et de s'occuper sans relâche du sort du peuple; faire circuler l'argent dans les campagnes au moyen de bonnes lois de crédit; associer les travailleurs aux bénéfices des capitalistes; apprendre à tous les hommes qu'ils sont frères, les initier tous au bienfait de l'éducation; amener entre eux une répartition de richesses proportionnée à l'intelligence et à l'activité; assurer à tous le travail et le bien-être, voilà la République. Quel est celui d'entre nous qui ne sera pas fier d'appartenir à une nation assez forte, assez éclairée pour choisir cette forme de Gouvernement?

Pénétrez-vous de ces vérités, citoyen maire; expliquez-les à vos administrés. Dites-leur bien que la République ne persécute personne: elle honore tous les cultes, elle respecte les opinions, elle augmente la prospérité et garantit la liberté de chacun. Elle n'est impitoyable que vis-à-vis des fripons et des égoïstes. Mais qui l'en accusera? Leur règne a été assez long; il est temps que celui des honnêtes gens commence et s'affermisse.

Le Gouvernement compte sur votre concours; c'est avec l'aide des hommes de cœur qu'il s'établira solidement. Quand il sera bien compris, il aura tout le monde pour lui, car il n'a d'autre intérêt que le bonheur de tous.

Salut et fraternité,

Le membre du Gouvernement provisoire,
ministre de l'intérieur,
LEDRU-ROLLIN.

L'exposition du Musée du Louvre a failli manquer cette année. Des idées prises légèrement avaient mis en émoi la république des artistes; ils ne parlaient de rien moins que de retirer leurs tableaux.

Aussi bon appréciateur des caractères humains que de la peinture, le citoyen Janron, directeur du Musée, a mis fin à cette émotion passagère. Après quelques paroles de bon sens et de dignité, il a ajouté: « Que ceux d'entre vous disposés à retirer leurs tableaux le disent; je vais les leur faire remettre immédiatement, mais à la condition que le retrait de chacune des œuvres sera constaté par un reçu signé de l'auteur. »

Il n'en fallait pas davantage. Ces paroles entendues, les têtes se calmèrent et chacun se retira. Nous jouirons donc cette année de l'exposition comme par le passé.

Les citoyens présidents et secrétaires des clubs sont priés de vouloir bien nous envoyer l'adresse du club fréquenté par eux et aussi le résumé des séances quand il ne nous sera pas possible d'y assister.

La crise financière qui se manifeste aujourd'hui n'est pas due, comme on pourrait le croire, au fait révolutionnaire qui vient de s'accomplir. Depuis dix-huit mois l'état du commerce, de l'industrie, de la banque, était précaire; il faut, pour être juste, faire remonter la cause de ce malaise au moment de l'invasion de la fièvre de spéculation.

La certitude que nous enonçons ici sera partagée par tous les esprits sérieux. La mauvaise foi seule peut chercher à rejeter sur le gouvernement républicain la responsabilité des faits auxquels il est resté complètement étranger. Que certains spéculateurs usent du bénéfice de l'occasion pour atténuer leurs fautes, à la bonne heure; mais il ne faut pas chercher à les faire peser sur autrui.

Étranger.

La voix de la République française a réveillé tous les peuples. Son écho répond des extrémités du continent.

ANGLETERRE.

Le Times contient ce qui suit:

« GLASGOW, 6 mars. — Émeutes à Glasgow. — Le parti chartiste excite en ce moment des troubles sé-

rieux en ville. Le peuple a enfoncé plusieurs boutiques d'armuriers, et il est entré dans le bureau du télégraphe électrique. Beaucoup de ces hommes sont armés; ils se promènent les armes à la main, criant: *A bas la reine!* »

« Des femmes accompagnent ces hommes armés, et plusieurs bandes très-nombreuses parcourent les divers quartiers de la ville. On dit que deux hommes de la police ont été tués à coups de fusil, et que plusieurs ont été blessés grièvement. »

« Il a été enlevé, à ce qu'il paraît, un très-grand nombre de fusils. Il y a tout à craindre pour la nuit. »

« Les troupes stationnent dans diverses parties de la ville; un fort détachement est à la Bourse. Toutes les boutiques sont fermées depuis le commencement de l'émeute. »

— On écrit d'Edimbourg:

« On reçoit la nouvelle que la population de Glasgow croît en nombre et en audace. Elle a démolé les rails des lignes de Paisley et d'Airdrie. »

« Cent cinquante dragons sont partis par notre station de chemin de fer afin de se rendre à Glasgow. Six cents hommes du 71^e régiment d'infanterie vont les suivre. »

— Le bruit courait à la Bourse et dans la cité, le 7 à deux heures de l'après-midi, que des troubles avaient aussi éclaté dans le West-End.

— L'émeute de Londres du 6, dispersée le soir dans Trafalgar-Square, a continué toute la nuit dans d'autres quartiers, dans Regent-Street, Piccadilly, Green-Park et Hyde-Park-Corner. Tous les becs de gaz ont été détruits. Il y a eu grand nombre de blessés, tant du côté du peuple que de celui de la police. Il y a eu des arrestations.

Devant les demeures de Wellington et du marquis de Northampton, il y a eu des cris et des huées. Au parc Saint-James, on a arraché les barres des grilles de fer pour s'en servir comme d'armes.

Le *Globe* d'hier nous apprend que le 7, à neuf heures du matin, les rassemblements étaient plus nombreux et plus audacieux que la veille. Les cris de *Vive la République!* retentissaient dans les rues, principalement autour du monument de Nelson. On se disposait à mettre le feu aux échafaudages qui l'entourent.

— Le *Morning-Chronicle*, journal semi-officiel du gouvernement britannique, contient sans commentaires l'avis suivant dans son numéro du 6 mars: « Nous apprenons que le prince de Metternich a donné sa démission de la présidence du cabinet autrichien. »

Les journaux anglais annoncent que l'ambassadeur d'Autriche a ajourné indéfiniment son départ de Londres pour Vienne par suite de la révolution de France.

ESPAGNE.

Le 1^{er} mars, les cris de *Vive la République!* se sont fait entendre à Madrid dans les faubourgs. Des corps de cavalerie ont été dirigés sur ces quartiers.

La correspondance de Madrid (dévouée au gouvernement) rapportant ce fait, ajoute naïvement: « Madrid jouit de la plus grande tranquillité. »

RUSSIE.

La grave nouvelle qui suit, venue par la voie d'Allemagne, mérite confirmation.

On répand le bruit suivant. Des troubles auraient éclaté à Saint-Petersbourg, et un attentat, dit-on, été commis contre l'empereur. On assure que des ordres ont été donnés pour la convocation de l'assemblée générale des états.

ALLEMAGNE.

Les nouvelles les plus récentes annoncent que le roi de Prusse a déclaré nettement vouloir conserver la neutralité.

ITALIE.

On écrit de Milan, le 26:

« Les Croates qui s'étaient pris de querelle avec les Tyroliens, à Magenta, après avoir eu un grand nombre de blessés, viennent de désertar avec armes et bagages et de passer en Piémont. »

— On mande de Fano (Etats-Romains), en date du 22, au journal *la Pallade*:

« Le gouverneur, en présence de l'irritation du peuple, s'est rendu chez les jésuites pour les exhorter à se retirer afin d'éviter les désagréments auxquels ils devaient raisonnablement s'attendre. »

DEUX-SICILES.

Voici la situation connue des Deux-Siciles:

La nouvelle de la prise de la citadelle de Messine par les Messinois est confirmée. Le canon a fait brèche, et la place a été enlevée d'assaut. Malgré les engagements solennels de Ferdinand, Messine a été bombardée pendant 42 heures par les troupes royales. Le Porto-Franco, ou entrepôt, a été incendié et brûlé presque entièrement. On évalue les pertes à près de dix millions de francs, seulement à l'entrepôt.

Ces nouvelles, ayant été connues à Naples, ont occasionné des rassemblements, et on a crié: *A bas le ministère!* en attendant qu'on crie: *A bas le roi!* ce qui ne peut tarder.

Une lettre de Civita-Vecchia, datée du 28, et adressée à la *Concordia*, s'exprime de la sorte:

« Croyez-moi, ce gouvernement napolitain est de mauvaise foi; heureusement les Siciliens ne se sont pas laissés tromper. Serra Capriola est un disciple de M. Guizot; Dantice et Torelli sont deux grands aristocrates à courte vue, et Bozelli ne manque que de malice et de courage. On cherche à répandre le bruit que la Sicile ne veut pas de la ligue italienne et cherche à se constituer Etat séparé. Lorsqu'il sera temps de par-

ler d'unité, la Sicile sera la première à vous aider. Ruggiero Settimo est idolâtré, et toute l'île lui obéit comme un seul homme. »

COURS DE LA RENTE

AUX GRANDES ÉPOQUES DE NOTRE HISTOIRE.

Le cours des effets publics constatés hier et aujourd'hui à la Bourse a diversement ému les esprits.

Pour aider le public à se faire une idée exacte de la situation actuelle, nous croyons devoir mettre sous ses yeux le tableau des variations que les cours de la Bourse ont subi sous l'influence des principaux événements accomplis depuis un demi-siècle en France.

La Bourse a été

Ouverte au Louvre le 10 mai 1793,

Fermée le 15 décembre suivant,

Rouverte le 12 janvier 1796 dans l'église des Petits-Pères,

Transférée le 7 octobre 1807 au Palais-Royal,

Transférée de nouveau sur le terrain des Filles-Saint-Thomas le 17 mars 1817,

Installée définitivement dans le local actuel le 4 novembre 1826.

En janvier 1797, les cours de la rente 5 p. 100 ouvrirent à 8 fr. 05 c.;

En décembre de la même année, ils descendirent à 6 fr. 16 c.

En 1800, le plus haut cours a été de 44 fr.;

le plus bas, 17 fr. 38 c.

En 1804, année de l'établissement de l'Empire, les cours s'étaient relevés à 59 fr. 75 c.

En 1812, époque des grandes guerres de l'Empire, le 5 p. 100 s'est coté:

au plus haut, 85 fr. 50 c.;

plus bas, 76 fr. 50 c.

En 1814, le cours le plus bas a été 43 fr.;

le cours le plus élevé, 80 fr. (au mois d'août).

En 1815, de 81 fr. 65 c., on a vu tomber la rente à 52 fr. 50 c. (le 1^{er} décembre).

En 1816, elle se relève à 64 fr. 40 c. (le 27 février), pour retomber à 54 fr. 50 c. (le 4 décembre).

A partir de cette époque, voici le mouvement réalisé, année par année, sous l'empire de la paix générale, désormais bien assurée:

	Plus haut.		Plus bas.
1817	69 » (29 juillet),	55 05	(2 janvier).
1819	89 » (31 août),	60 »	(12 décembre).
1820	75 13 (4 sept.),	64 83	(29 mars).
1821	90 60 (2 novembre),	53 05	(2 janvier).
1822	95 » (5 septembre),	60 »	(12 décembre).
1825	95 65 (14 août),	64 83	(29 mars).
1824	104 80 (3 février),	70 10	(8 février).
1825	106 25 (3 mars),	75 75	(20 mars).
1826	101 05 (2 septembre),	85 33	(2 janvier).
1827	104 70 (16 août),	73 50	(28 janvier).
1828	109 » (4 septembre),	95 »	(2 janvier).
1829	110 63 (4 mars),	90 50	(29 novembre).
1830	109 40 (1 ^{er} mars).	96 80	(1 ^{er} juin).
1831	98 50 (15 décemb.),	98 50	(15 mars).
1832	99 85 (27 décemb.),	101 40	(18 mars).
1833	105 50 (6 février),	106 50	(2 mai).
1834	107 » (7 juillet),	84 50	(17 décembre).
1835	110 50 (5 septembre),	74 80	(2 avril).
1836	110 50 (4 février),	92 40	(9 janvier).
1837	111 » (6 septembre),	99 65	(4 janvier).
1838	111 85 (24 août),	105 70	(14 avril).
1839	112 85 (30 août),	106 40	(29 mai).
1840	119 40 (6 juillet),	105 20	(24 septembre).
1841	117 05 (4 septembre),	106 25	(25 mars).
1842	125 10 (5 juin),	107 25	(7 mars).
1843	125 70 (29 décemb.),	108 25	(14 mars).
1844	126 50 (4 mars),	100 50	(14 septembre).
1845	122 85 (22 février),	110 45	(2 janvier).
1846	125 60 (27 février),	116 »	(14 juillet).
1847	119 10 (22 février),	119 60	(4 janvier).
—	—	118 60	(14 novembre).
—	—	116 45	(1 ^{er} décembre).
—	—	116 »	(21 novembre).
—	—	115 55	(16 septembre).

Le 22 février 1848, le 5 p. 100 avait fermé à 115 75.

Avant-hier, 7 mars, il a ouvert à 97 50 et fermé à 89.

Ce cours est supérieur à celui du 2 avril 1851, puisque ce jour-là, le 5 p. 100 descendit à 74 80.

A la Bourse d'hier, la baisse a fait de rapides progrès: le 5 p. 100 est tombé à 75 p. 100.

Trois pour cent.

La création du 3 p. 100 date du 6 mai 1823. Nous allons présenter, comme pour le 5 p. 100, un tableau de ses variations.

	Plus haut.		Plus bas.
1825,	76 55 (23 juillet),	59 80	(21 décembre).
1826,	72 55 (22 novemb.),	64 »	(2 mars).
1827,	75 70 (17 août),	66 15	(21 novembre).
1828,	79 50 (19 mai),	66 80	(5 janvier).
1829,	86 10 (3 décembre),	75 95	(2 janvier).
1830,	85 55 (18 janvier),	55 »	(17 décembre).
1831,	70 50 (2 décembre),	46 »	(2 avril).
1832,	79 95 (16 avril),	62 »	(9 janvier).
1833,	80 50 (7 février),	75 80	(12 novembre).
1834,	80 » (25 mai),	71 75	(20 janvier).
1835,	85 50 (30 novembre),	76 75	(3 janvier).
1836,	82 15 (9 mai),	76 85	(24 septembre).
1837,	81 45 (4 novembre),	77 75	(23 juin).
1838,	82 20 (20 novemb.),	78 15	(24 décembre).
1839,	82 50 (6 décembre),	77 88	(6 décembre).
1840,	86 65 (22 juillet),	63 90	(7 octobre).
1841,	80 60 (3 novembre),	76 40	(18 juin).
1842,	82 25 (30 mai),	76 60	(14 juillet).
1843,	85 20 (3 avril),	78 70	(5 janvier).
1844,	85 65 (22 décembre),	80 10	(4 septembre).
1845,	86 40 (20 mai),	80 90	(15 décembre).
1846,	85 » (28 février),	89 40	(31 décembre).
1847,	80 50 (2 janvier),	74 65	(16 septembre).

Le cours le plus élevé qu'ait atteint le 3 p. 100 est de 86 fr. 63.

C'est le 22 juillet 1840 qu'il est arrivé à ce taux, juste la veille du jour où l'on a connu à la Bourse la

nouvelle du traité signé le 15 du même mois par l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie, pour le règlement des affaires d'Orient, à l'exclusion de la France.

Le cours le plus bas du 3 p. 100 a été de 48 fr. C'est le 2 avril 1851, neuf mois après la révolution de juillet, qu'il est tombé à ce taux.

Avant-hier le 3 p. 100 a fermé à 56 fr.

Hier il est descendu à 47 fr.

C'est presque le cours du 2 avril 1851.

Les hommes habitués à raisonner sur les cotes de la Bourse pourront tirer plus d'une induction utile de ces divers rapprochements.

Bourse de Paris.

La Bourse a été animée aujourd'hui. Les affaires ont repris une grande activité. Nous sommes heureux d'avoir à signaler des dispositions meilleures. La confiance a reparu parmi les détenteurs de capitaux; déjà les plus timides comprennent que la situation financière, quoique lourde, est loin cependant de pouvoir épuiser les forces d'un pays comme le nôtre.

Le 3 p. 100, fin du mois, ouvert à 47, s'est ensuite relevé jusqu'à 55, pour finir à 52.

Le 3 p. 100 a fait d'abord 72 50 et a fini à 75 50. Comparativement aux derniers cours d'hier, fin du mois, le 3 p. 100 a haussé de 5 fr. et le 3 p. 100 a baissé de 1 50.

Au comptant, il y a eu hausse de 5 fr. sur le 3 p. 100, de 4 fr. sur le 4 p. 100, de 15 fr. sur les obligations de la ville, de 5 fr. sur le chemin de fer de Rouen, de 10 fr. sur ceux de Bâle et de Bordeaux, de 15 fr. sur celui de Strasbourg, de 7 50 sur ceux du Nord, de Tours et de Lyon.

Il y a eu baisse de 1 50 sur le 3 p. 100, de 70 fr. sur la Banque de France, de 5 fr. sur le chemin de fer de Boulogne, de 50 fr. sur l'emprunt du Piémont, et de 4 fr. sur l'emprunt romain.

Ont été révoqués de leurs fonctions :

MM. de Rossi, ambassadeur à Rome;

de Flabault, ambassadeur à Vienne;

de Marescalchi, premier secrétaire d'ambassade à Vienne;

de Bourgoing, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Munich;

de Lafressange, secrétaire d'ambassade à Bruxelles;

de Broglie, ambassadeur extraordinaire à Londres;

Louis de Noailles, deuxième secrétaire d'ambassade à Londres;

Henri de Béarn, attaché payé à Londres;

de Château-Renard, attaché payé à Carlsruhe;

de Béarn, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Hanovre;

de Lavalette, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Cassel;

de Bassano, ministre plénipotentiaire par intérim à Cassel;

de Glucksberg, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Lisbonne;

de Talleyrand, secrétaire de légation à Lisbonne;

de Dalmatie, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berlin;

de Barante, ambassadeur à Saint-Petersbourg;

de Bacourt, ambassadeur à Turin;

d'André, secrétaire d'ambassade à Turin;

d'Eyragues, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Dresde;

Polydore de La Rochefoucauld, ministre plénipotentiaire à Weimar;

de Bois-le-Comte, ambassadeur en Suisse;

Hippolyte de La Rochefoucauld, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Florence;

de Bonneville, secrétaire de légation à Munich;

de Bourqueney, ambassadeur à Constantinople;

Ernest de Barante, premier secrétaire d'ambassade à Constantinople;

Edmond de Bourqueney, attaché payé à Constantinople;

de Mornay, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Stockholm.

Le citoyen Janot, rédacteur de l'*Emancipation*, a été chargé d'apporter de Toulouse à Paris l'adresse suivante, qu'il a lue au Gouvernement provisoire :

« Citoyens,

« Nous voulions la République, et vous l'avez inaugurée; gloire à vous! Paris a parlé le matin: Toulouse a répondu le soir du même jour.

« Un de ces hommes dont le dévouement ne faillit jamais, et qui savent s'élever à la hauteur de toutes les crises, a servi de courageux écho au cri de victoire du peuple parisien. Le journal républicain a aussitôt publié la grande nouvelle, et tous les départements du Midi ont été spontanément entraînés vers le Gouvernement nouveau.

« Nous devons achever notre œuvre, et joindre à nos témoignages de sympathie absolue nos avertissements patriotiques.

« Nous apprenons que les intrigants partent de tous les points de la France et courent à Paris pour y renouveler cette fameuse curée qui déshonora 1850: entre plusieurs nominations vraiment patriotiques que nous avons accueillies avec bonheur, nous en voyons d'autres évidemment surprises à la précipitation du moment.

« Il ne faut pas laisser croire que la générosité républicaine soit de la faiblesse; il ne faut pas que les patriotes regrettent encore une fois d'avoir ouvert la carrière aux fripons politiques de tous les partis.

« Il est très-urgent de prendre à l'égard des solliciteurs les précautions les plus rigoureuses, car les élections prochaines seraient entravées ou faussées par l'influence d'administrateurs indignes que le Gouvernement provisoire aurait, sans le vouloir, placés à la tête des populations.

« Salut et fraternité. »

(Suivent les signatures.)

Cette honnête et vigoureuse expression des patriotes toulousains démontre une fois de plus l'utilité de la

commission instituée, le 29 février, afin d'appeler le concours de tous les républicains pour mettre un frein à la rapacité des solliciteurs éclos le lendemain de la bataille, comme les insectes après la tempête.

Cette commission vient de lancer en outre le manifeste suivant :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

La voix du Peuple est la voix de Dieu.

Liberté, Égalité, Fraternité, Solidarité.

Aimons nous comme des frères.

« La seule forme de gouvernement désormais possible en France est la République.

« L'Égitimisme, l'Orléanisme, la Régence, tous mots synonymes de guerre civile.

« Cette guerre serait affreuse et impie: pour l'éviter, nous appelons tous les citoyens dignes de ce nom.

« L'écume du régime infâme qui vient de tomber sur nous encore; il faut la balayer.

« Il faut mettre le Gouvernement provisoire à l'abri de ces rapaces éclos à la voix de Louis-Philippe, gorgés par lui, et n'ayant pas même la pudeur du valet qui donne à l'ancien maître un dernier adieu.

« Cette cohue immonde se prépare, en vue de son intérêt propre, à influencer les élections. Les bons citoyens sauront l'empêcher.

« Reléguons où ils doivent être ces solliciteurs éhontés, effrénés, demandant toujours, jamais rassasiés.

« Qu'ils fassent amende honorable pour leur vie passée. Le souffle républicain doit régénérer même les plus corrompus.

« Le sentiment républicain enfante les grandes et nobles actions; la monarchie abaisse et détruit les plus beaux instincts de l'homme.

« Citoyens français! nous avons à effacer devant l'Europe la souillure étendue sur notre pays par cette incapacité incomprise, par cette cupidité vile, égoïste et lâche, personnifiée en Louis-Philippe.

« L'avenir est en vos mains; le peuple attend, et Dieu vous voit.

« Frères! aux clubs donc; partout des clubs, que les clubs éclairent la France.

« Tout pour le Peuple et par le Peuple. »

Les citoyens placés à la tête des clubs en province sont invités à envoyer *franco* l'adresse de leur assemblée au citoyen Sobrier, rue Blanche, n. 25; ils recevront immédiatement la *Commune de Paris, Moniteur des Clubs*.

Nous donnons un état des citoyens qui ont gardé l'Hôtel des Invalides civils (ancien palais des Tuileries) depuis le 24 février jusqu'au 7 mars, avec leurs professions, leur situation personnelle et les demandes qu'ils ont faites en quittant leurs postes. C'est un témoignage irrécusable de leur patriotisme et de leur désintéressement.

Patry (Bernard), mécanicien, demande de l'ouvrage et une paire de souliers. — Teyssier, employé aux écritures, a femme et enfants et ne demande rien. — Roche, garçon boucher, demande un habillement complet. — Fortier, papetier, demande de quoi retourner à Vernon, son pays. — Courtois, passementier, âgé de vingt ans, demande à être habillé. — Planche, garçon boucher, âgé de vingt ans, demande à être habillé. — Trouvé, frappeur forgeron, âgé de quarante-neuf ans, a femme et une famille, et ne demande rien. — Martin, ébéniste, âgé de 17 ans, demande à être habillé. — Langlois, boul., blessé, demande des souliers et désire retourner à Sully-sur-Loire, son pays. — Bouquet, mée., blessé, demande un habillement et des souliers. — Batton, chaudronnier, blessé, demande une blouse et un pantalon. — Picot, maçon, du département de la Creuse, désire de l'ouvrage afin de se procurer les moyens de retourner dans son pays. — Cruzel, journalier, demande habillement et souliers. — Geoffroy, couvreur, sans emploi depuis trois mois, ancien sous-officier, demande habillement et un emploi. — Mangé, tourneur, quoique manquant de tout, ne demande rien. — Barbié, tailleur, manque absolument de tout, et demande un habillement complet. — Arbogast, fabricant de souflets, ne demande rien. — Létan, cloutier, ne demande rien. — Bokosky, demande pantalon et souliers. — Chanal, employé commis, ne demande rien. — Longuet, cordonnier, demande à être habillé. — Jouvenot, limonadier, manque de tout, ne demande rien. — Kessler, ébéniste, demande à être habillé. — Brunet, cordonnier, demande à être habillé. — Taverné, maître maçon, manque de tout. — Lafont, maçon, manque de tout, demande à être habillé. — Lehoussel, journalier, manque de tout. — Oldrinic, demande du travail et des souliers. — Cabaillet, ne demande rien. — Commeau, marchand de vins, demande du travail. — Delaigle, journalier, demande habillement et chaussures. — Cuilbert, commis, demande des secours. — Beauvais, ne demande rien. — Delong, ébéniste, demande à être habillé. — Royer, lapidaire, demande un habillement complet. — Klein, chapelier, sans travail, marié, s'est battu, quoique malade; il ne demande rien. — Reisz, tailleur, marié, a deux enfants et ne demande rien. — Cuillet, journalier, manque de tout, ne demande rien. — Delcroix, journalier, a femme, quatre enfants, ne demande rien. — Baudron, chapelier, sans ouvrage, demande du travail. — Masselin, ciseleur, sans ouvrage, demande du travail. — Combal, chapelier, sans ouvrage, sans

logement, demande du travail. — Roty, brossier, sans ouvrage, demande du travail. — Meunier, corroyeur, marié, sans ouvrage, demande du travail. — Brugger, serrurier-mécanicien, sans ouvrage, demande du travail. — Froment, garçon limonadier, sans occupation, demande du travail. — Dunand, ex-employé, sans occupation, demande du travail. — Chamel, peintre en bâtiments, sans ouvrage depuis trois mois, a besoin de souliers. — Niauxsa, cordonnier, demande du travail. — Debrenne, compositeur d'imprimerie, ne demande rien. — Langchrétien, sellier, ne demande rien. — Belloche, commis négociant, chef de poste, ne demande rien. — Meignan, marinier, sergent, ne demande rien. — Daumeq, commis négociant, caporal, ne demande rien. — Forest, commis négociant, malade, a fait les fonctions de chef de poste, ne demande rien.

Faits divers.

Depuis plusieurs jours, des colporteurs étalaient sur les boulevards, sur la place de la Bourse, sur les quais et généralement partout où se porte la foule des promeneurs, des cannes à épée et des cannes à dard, dont ils offraient la vente à très-bas prix. Sur l'ordre donné par M. le délégué au département de la police, il a été procédé aujourd'hui à la saisie de ces armes prohibées, qui ont été provisoirement déposées au greffe, pour une instruction avoir lieu à raison du procès-verbal dressé sur cette contravention aux lois de sûreté et aux lois de police.

— M. le conseiller Brethous de la Serre, spécialement délégué par la cour d'appel, s'est rendu, assisté d'un des substituts du parquet et d'agents de la force publique, dans la commune de Clichy pour procéder à une enquête sur des faits de dévastation, de pillage et d'incendie commis dans cette commune et dans celle d'Asnières.

— On lit dans la *Gazette des Tribunaux* : « Cinq individus ont été arrêtés ce matin et mis à la disposition de M. le juge d'instruction Fraissinaud, comme inculpés de vol et de complicité de vol, pour reuel de bijoux et de diamans commis au château des Tuileries.

« De l'enquête à laquelle il a été procédé, et des renseignements recueillis, il paraît établi que Jules B..., âgé seulement de dix-huit ans, ayant enfoncé une armoire dans les appartements de la duchesse d'Orléans, aux Tuileries, y avait dérobé, entre autres objets d'un grand prix, une rivière en brillants, une chaîne avec un gros diamant pour fermeture, plusieurs épingles montées en pierres fines, une broche en brillants et des épis de brillants pour coiffure.

« Nanti de ces objets, ce jeune homme se serait trouvé dans un cabaret avec le nommé D..., auquel il les aurait montrés en présence de trois autres individus. On aurait largement bu; puis lorsque B... se serait trouvé étourdi par les fumées du vin, d'accord avec ses camarades, D... lui aurait proposé de se charger de la dépense, à la condition que les bijoux lui seraient remis. Ce marché aurait été ainsi conclu, moyennant toutefois le don d'une pièce de 5 fr., et D... serait ainsi devenu détenteur de 100,000 fr. environ de diamants, en payant en échange quelques litres de vin et en donnant au voleur effractionnaire une somme de 5 fr.

« La presque totalité des objets précieux que D... et ses complices s'étaient partagés dans une proportion inégale a été saisie.

« La justice est saisie, et M. le conseiller Brethous de la Serre est chargé de suivre cette affaire. »

— Les travaux intérieurs d'achèvement de l'hôtel de ville sont repris ainsi que ceux de restauration de la cathédrale de Paris et de construction de la sacristie archiépiscopale. On vient de reprendre également les travaux de reconstruction du quai Montebello.

Les deux quais qui bordent le bras Saint-Michel, depuis le pont de ce nom jusqu'au Pont-Neuf, le quai des Orfèvres et celui des Augustins, viennent d'être coupés au milieu de la chaussée par des barrières en planches. Enfin, derrière ces barrières, de nombreux ouvriers sont occupés à démolir les anciens murs de soutènement de ces deux quais. Ce sont les travaux de canalisation et de barrage de ce bras de la Seine que l'on continue avec une louable activité.

Aux Tuileries et au Palais-Royal, de nombreux ouvriers sont occupés à tout restaurer et nettoyer, et à remettre des carreaux aux fenêtres.

Les bureaux des ingénieurs du pavé de Paris sont établis aux adresses suivantes :

Ingénieur en chef, rue Rumfort, 16; 1^{re} division, rue Tour-des-Dames, 12; 2^e division, rue Montmartre, 76; 3^e division, rue des Marais, 67; 4^e division, quai d'Austerlitz, 15 bis; 5^e division, rue de Bercy, 58.

Le 11 de ce mois aura lieu, à l'hôtel de ville, l'adjudication de deux lots d'égouts à construire dans le quartier des Invalides. Ils sont d'une importance de 198,618 fr. 40 c.

Un bâtiment scolaire à construire rue des Billettes, d'une importance de 67,946 fr. 75 c., sera également mis en adjudication.

Enfin, le repavage des rues se poursuit.

L'un des gérants, rédacteur en chef: CAHAGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.